

POUR TRAVAILLER MOINS, MIEUX, TOUS, AUTREMENT, À AUTRE CHOSE :

Rompons les rangs et généralisons les grèves !

Face à l'approfondissement de la crise depuis l'été 2007, luttes ouvrières et émeutes de la faim ont repris. Cet été, des salariées du textile ont saccagé des usines au Bangladesh alors qu'en Chine des milliers de grévistes ont obtenu des hausses de salaires de plus de 30%. Inquiètes, les autorités ont mis tout leur poids dans la balance pour promouvoir un nouveau modèle économique davantage soutenu par la consommation intérieure. Autrement dit, les esclaves et autres migrants, qui fabriquent tous les objets cultes de « notre » modernité vont donc pouvoir devenir des zombies « producteurs-consommateurs ». Et ainsi perpétuer cette civilisation du caddie, dégueulant de gadgets inutiles et de nourriture frelatée, payés au prix fort : sols ravagés, engraisés chimiquement... et misère d'immenses masses de l'outre-monde.

La croissance vertigineuse des forces productives rejette par centaines de millions des hommes et des femmes aux marges de l'humanité, ceux-ci devant s'estimer heureux de survivre au milieu des décharges publiques. Et les autres ne supportent plus les concentrations urbaines et le fouet du travail qu'en fuyant dans les mondes virtuels, développant l'ultra-violence ou la maladie. Sans compter la Terre transformée peu à peu en bombe climatique folle ou en désert simplement pour que l'argent vomisse l'argent. Travailler pour consommer et consommer en gaspillant pour justifier la production de nouvelles marchandises, bien entendu plus attractives, semble être devenu l'horizon indépassable de l'humanité.

Alors, **questionnons le travail**. Car, si quelques créatifs œuvrent avec plaisir, si quelques privilégiés satisfont leurs désirs, c'est toujours grâce au labeur et à la galère renouvelée de l'immense majorité ! Sans-emploi, sous-emploi et sur-travail sont les trois faces de la **même exploitation**.

Questionnons aussi ceux qui se lamentent sur les jours heureux de l'État-providence ou ceux qui prétendent financer nos « retraites » grâce à une meilleure répartition des « fruits de la croissance », en oubliant tout ce que cette croissance capitaliste a de destructeur, de morbide, en oubliant que le « confort » des classes moyennes et de ce « secteur public » aujourd'hui en voie de délitement, n'est pas une « richesse » donnée à tous qu'il suffirait de « mieux répartir ». Cette richesse, d'où viendrait-elle si ce n'est de l'exploitation de la classe ouvrière de tous les pays, d'un endettement de plus en plus faramineux et de relations inégales avec les régions périphériques dont le pillage se poursuit : aujourd'hui encore Areva exploite l'uranium du Niger au grand bénéfice de l'indépendance énergétique française, tandis qu'à leur tour les Chinois se ruent avidement sur toutes les matières premières ou terres fertiles qui peuvent encore tomber sous leur coupe, contribuant un peu plus au saccage généralisé... Prétendre assurer notre « avenir », nos « retraites », en laissant subsister tels quels les rapports sociaux capitalistes, c'est plus qu'une illusion, c'est un crime contre l'humanité à venir.

La torrentielle expansion du capitalisme a balayé les **questions vitales : celle de la dignité humaine, celle de la capacité de prendre en main notre propre sort, celle des biens communs, appartenant autant au présent qu'au futur**. Comment satisfaire les besoins de tous sinon en pensant différemment production et distribution, en œuvrant de façon consciente et associée, en faisant cesser l'indécence des privilégiés ?

Depuis 1968, les gouvernements successifs n'ont jamais changé la vie mais au contraire sournoisement préparé un avenir infiniment sombre. Car le réformisme de droite comme de gauche ou même d'« extrême »-gauche, n'est que l'adaptation sans fin, la gestion de plus en plus sophistiquée mais pas moins violente des contradictions capitalistes.

La classe dominante fera tout pour conserver ses privilèges, maintenir la domination du Capital qui la nourrit. Elle ne peut faire autrement. Il n'y a donc rien à en attendre. Généraliser la grève ne peut être qu'un effort de la base (non-syndiqués et syndiqués) contre ces bonzes qui se satisfont du spectacle des promenades symboliques de 24h, soins palliatifs judicieusement administrés pour masquer l'avancée de la gangrène capitaliste.

Si nous devons chasser la résignation, ce sera :

- en **brisant la camisole corporatiste**, en essayant par exemple de nous rendre dans des AG d'autres secteurs ou en tenant des AG de rue, au début ou en fin des manifestations ;

- en créant des comités de lutte, de réflexion, des assemblées populaires, des organes **regroupant TOUS ceux qui veulent bousculer les lignes**, rejeter les illusions sur la possibilité de réformer ce système morbide. Bref, en développant des espaces prolétariens où se renforceront conscience et combativité.

Étudiants et laissés pour compte, prolétaires au travail, au chômage ou à la retraite, c'est en parlant aussi bien de nos besoins radicaux, de nos méthodes de lutte que de nos expériences, que nous pourrons réorganiser notre front de classe, retrouver le sens d'une réelle solidarité. C'est en agissant avec lucidité et continuité, en puisant dans notre force intérieure comme en combattant de façon de plus en plus collective, en essayant toujours de surprendre l'adversaire, en échappant aux rituels capitalistes comme en puisant dans le riche passé de notre classe... que nous reprendrons goût au futur !

Saluons donc l'initiative des manifestants qui ont décidé de « désobéir » et de se réunir en assemblée générale, refusant ainsi de suivre ceux qui nous mènent à une nouvelle défaite au cours de ces promenades trop bien encadrées. Unissons-nous, ouvrons tout suite la discussion la plus large, tenons meeting d'entrée de jeu !

Rompons les rangs des défilés pré-formatés et recherchons la solidarité par la discussion fraternelle et la généralisation de la grève !

Reprenons en main notre temps, un temps qui ne soit plus soumis aux impératifs du Capital, tournons le dos à la logique parlementaire, syndicale ou électorale et imposons notre calendrier des luttes !

« L'ÉMANCIPATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

DOIT ÊTRE L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES ! »

(Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs, 1864)

TUMULTO ! (tumulto.org — contact@tumulto.org — 23/09/2010)

Textes et presse du mouvement ouvrier : collectif-smolny.org — ibrp.org — internationalism.org
internationalist-perspective.org — leftcommunism.org — marxists.org — pcint.org — sinistra.net

— Faites circuler — Ne pas jeter sur la voie publique —

« Les bourgeois socialistes voudraient conserver les conditions d'existence de la société moderne, mais sans les luttes et les dangers qui en découlent nécessairement. Ils veulent garder la société existante, mais sans les éléments qui la bouleversent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. Comme de juste, la bourgeoisie se représente le monde où elle règne comme le meilleur des mondes. Cette vision consolatrice, le socialisme bourgeois la transforme en système total ou en demi-système, suivant le cas. Lorsqu'il exhorte le prolétariat à réaliser ses systèmes et à faire son entrée dans la nouvelle Jérusalem, il ne lui demande, au fond, qu'une chose : se contenter de la société actuelle, tout en renonçant à ses haines envers cette société.

Moins systématique, et plus pratique que le premier, un second courant de ce socialisme cherche à dégoûter les travailleurs de tout mouvement révolutionnaire, en leur démontrant qu'ils ne pourraient tirer avantage que d'une transformation des conditions de vie matérielle, des rapports économiques [...]. Toutefois, par transformation des conditions de vie matérielles, ce socialisme n'entend nullement l'abolition des rapports de production bourgeois, qui ne peut être atteinte que par des moyens révolutionnaires ; il entend par là uniquement des réformes administratives, qui s'accomplissent sur la base même de ces rapports de production sans affecter, par conséquent, les rapports du capital et du travail salarié, et qui, dans le meilleur cas, permettent à la bourgeoisie de diminuer les frais de sa domination et d'alléger le budget de son État. »

Marx / Engels (1848)

« Le Manifeste Communiste »